

OEWG-II/3

Éléments d'orientation pour les accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux en vue de la mise en œuvre du Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation

Le Groupe de travail à composition non limitée,

Notant les travaux accomplis depuis 1995 sur le projet d'éléments d'orientation pour les accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux,

Notant en outre que les travaux sur ce projet d'éléments ne progressent guère,

Considérant la décision prise par la Conférence des Parties à sa sixième réunion d'axer les priorités de la Convention sur le Plan stratégique pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle en vue de l'application pratique d'une gestion écologiquement rationnelle,

1. *Convient* de recommander à la Conférence des Parties à sa septième réunion qu'elle cesse tous travaux sur les d'éléments d'orientation pour les accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux;
2. *Prie* le secrétariat de contacter toutes les Parties à la Convention pour leur demander de signaler tout problème concret qu'elles ont rencontré dans le cadre des arrangements et accords visés à l'article 11 de la Convention, en ayant à l'esprit les questions énumérées dans l'annexe à la décision II/10 de la Conférence des Parties (dont le texte est reproduit ci-joint);
3. *Prie également* le secrétariat d'aider les Parties, sur leur demande et dans la limite des moyens disponibles, à résoudre les problèmes pratiques qui ont été signalés;
4. *Prie en outre* le secrétariat de faire rapport aux Parties sur toute question ou problème en suspens, en vue d'un examen plus approfondi.

Annexe

Questions que les Parties ayant conclu des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux sont invitées à prendre en considération pour rendre compte de leur conformité avec les dispositions de l'article 11 de la Convention de Bâle (tel qu'énoncé à l'annexe de la décision II/10 de la Conférence des Parties)

Les questions ci-après pourraient aider les Parties à rendre compte à la Conférence des Parties des accords visés à l'article 11. Elles pourraient les aider notamment à mettre en évidence des problèmes particuliers, encore qu'il importe de noter que l'accord doit être considéré dans son ensemble et non pas vraiment disposition par disposition. Il est entendu également que l'objet desdits accords et la situation géographique, juridique et économique de l'autre (ou des autres) Partie(s) contractante(s) doivent être pris en compte. Dans leur rapport, les Parties devraient préciser que les différentes conditions énoncées au paragraphe 1 ou 2, selon le cas, de l'article 11 sont remplies conformément à la Convention de Bâle.

1. L'accord porte-t-il sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets régis par la Convention de Bâle?
2. Si toutes les mesures pratiques sont prises, la gestion des déchets dangereux conformément à l'accord ou à l'arrangement permettra-t-elle de protéger la santé et l'environnement contre des effets nocifs?
3. Comment l'accord ou l'arrangement tient-il compte des intérêts des pays en développement?
4. L'accord ou l'arrangement exige-t-il une notification préalable?
5. L'accord ou l'arrangement exige-t-il un consentement préalable?
6. L'accord ou l'arrangement prévoit-il la localisation des déchets?

7. L'accord ou l'arrangement prévoit-il d'autres mesures pour les déchets qui ne peuvent être gérés comme prévu?
8. L'accord ou l'arrangement prévoit-il la désignation des autorités responsables de son application?
9. Les obligations énoncées dans l'accord ou l'arrangement visé à l'article 11 sont-elles compatibles avec les mesures de contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux prévues par la Convention de Bâle?
10. Les déchets régis par l'accord ou l'arrangement visé à l'article 11 entrent-ils dans le champ d'application de la Convention de Bâle?